ISE Cycle long / AS

Sujet n°1 :

Quels sont les moyens dont nous disposons pour lutter contre la désinformation et les complots imaginaires ?

Sujet n°2 :

Quels sont selon vous les effets des crises notamment sanitaires sur l'organisation de nos sociétés, l'équilibre de nos institutions et la vie sociale en général ?

Sujet n°3 :

On assiste à une diversification des partenariats des pays africains avec d'autres pays dans le monde. Quels effets peut avoir cette redistribution des relations sur le devenir des pays africains et sur le continent africain dans son ensemble ?

Remarques générales

Les efforts des candidats pour structurer leur copie bien qu'inégalement répartis selon les pays, sont notables. On le relève à la fois dans l'effort de rédaction d'une introduction qui annonce ou tente d'annoncer le plan qui sera suivi dans le développement. Ces efforts sont également à souligner dans le déroulement de la dissertation où les parties principales apparaissent de plus en plus clairement tandis qu'elles sont parfois reliées par de courtes transitions, autant de signes en général d'une bonne copie ou convenable. Ces efforts ne doivent pas confiner à l'extrême de certaines copies trop pointilleuses au point de découper la copie en multiples sous parties pour un résultat qui va à l'encontre de ce qui en était attendu. Certains candidats ont dans ce contexte pris le parti de faire apparaître les titres de parties, sous-parties, paragraphes, ce qui donne une impression très scolaire et n'est évidemment pas admis dans une copie de concours. Les candidats doivent donc garder en mémoire que si l'essentiel est de structurer la copie, sa structure détaillée ne doit apparaître que sur les feuilles de brouillon où les chapitres et/ou têtes de chapitres sont évidemment d'une grande aide. Tout cela servira en effet pour la rédaction de la dissertation où l'organisation de la copie apparaîtra naturellement.

Par ailleurs, on rappelle que les candidats doivent estimer le nombre et le niveau des connaissances qu'ils vont réussir à mobiliser pour le sujet qu'ils ont choisi, ceci afin de ne pas annoncer un plan bien trop ambitieux par rapport au discours qu'ils parviendront à y faire entrer. D'où l'excès de certaines copies manquant d'épaisseur et finalement d'idées par rapport au plan proposé pour un résultat contre-productif. Là encore la préparation du plan au brouillon doit faire apparaître un nombre suffisant d'idées par partie pour ne pas faire apparaître une structure trop sèche voire déséquilibrée lorsque le candidat s'aperçoit qu'il dispose de trop peu d'arguments pour alimenter telle partie. L'effet défavorable est malheureusement dans ce cas immédiat. De ce point de vue, il est donc inutile de s'acharner à discuter trop loin le sujet via un plan en trois parties si l'on ne s'en sent pas capable et si les idées à avancer sont insuffisantes en nombre et en qualité pour les alimenter. Un plan en deux parties est donc parfois préférable dans ce contexte si le sujet le permet.

Si la préférence des candidats va au plan en deux parties, ces derniers doivent prendre garde à ne pas décevoir les attentes du correcteur. Le plus grand danger ici est de se satisfaire de choses très communes sur la base avantages/inconvénients ou vice versa, structure largement suivie par les candidats qui ont disserté sur le sujet n°3. Sur cette base, on dérive facilement vers un « plan à tiroirs » où les idées sont énumérées les unes à la suite des autres au titre de la partie « avantages » ou de celle « inconvénients », inversement parfois. La discussion du sujet disparaîtra d'elle-même dans ce contexte à l'exception de certaines transitions ou dans la conclusion qui s'efforcera de clore le sujet. Or, ce que l'on juge en partie, c'est la capacité du candidat à problématiser un sujet et à le discuter alors que bien souvent le correcteur se retrouve dans la situation épineuse d'évaluer un flot de constats rangés dans

l'une ou l'autre partie dédiée aux avantages et inconvénients. Le résultat est souvent indigeste pour des candidats qui sont allés jusqu'à rédiger plus de 12 pages sans comprendre qu'ils ne maîtrisaient pas l'essentiel du sujet. Le risque, on le voit bien, est celui de la répétition des idées ou l'utilisation d'une même idée pour prouver une chose et son contraire. On rappelle à ce titre que lors de la formalisation d'un plan, il faut choisir les idées qui viendront alimenter chaque partie étant entendu qu'elles ne seront pas utilisées pour s'intégrer dans une autre partie.

La qualité de l'écriture est en amélioration. Il s'agit ici de l'orthographe, de la syntaxe, de la ponctuation, de l'expression écrite, etc. Il est important de rappeler aux candidats qu'ils doivent rédiger des phrases courtes. Il est assez rare en effet que des phrases longues soient le témoignage d'un discours maîtrisé. Son corollaire évident et la gestion parfois extravagante de la ponctuation ce qui conduit tout droit à des répétitions et un propos final incohérent.

Au titre des aspects formels des copies, on souhaite que l'écriture soit aérée au plus grand bénéfice des candidats afin que leur dissertation soit mieux comprise. On ne saurait trop rappeler dans ce contexte la nécessité de tracer une marge pour les copies non normées.

Il n'est pas possible par ailleurs de formuler des grossièretés dans la copie ou d'apostropher le correcteur pour une raison ou pour une autre. Il ne sert à rien enfin, d'insérer des citations ayant un rapport lointain voire aucun avec le sujet le pire étant de lire dans certaines copies des citations fausses.

Sujet n°1 :

Quels sont les moyens dont nous disposons pour lutter contre la désinformation et les complots imaginaires ?

Le sujet est en relation avec divers événements passés ou présents qui pouvaient servir de point d'accroche pour les candidats qui ont souhaité choisir ce sujet. On pouvait y trouver pêle-mêle les débats qui ont eu lieu au cours des révélations de l'affaire « wikileaks » de même que la question de l'utilisation des réseaux sociaux au cours des élections aux Etats-Unis. Bien d'autres références étaient possibles notamment dans le cadre de l'examen périodique du rôle des réseaux sociaux dans la divulgation des fausses informations et la favorisation des analyses complotistes. Un exemple paraissait évident à mettre en valeur dans une dissertation sur le sujet : la crise sanitaire et l'ensemble des débats qui l'accompagne sur les responsabilités de la pandémie et bien sûr la vaccination avec son lot d'analyses fantaisistes qui ont encore lieu à son sujet. Un autre exemple plus récent pouvait également être cité au sujet de la bataille de l'information depuis le déclenchement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie.

Si le sujet paraissait donc relativement facile en s'appuyant sur un éventail d'exemples faciles à trouver dans l'actualité, la question posée méritait de mûres réflexions qui n'ont pas toujours été suffisamment développées dans les copies.

De nombreuses copies ont facilement dérivé vers un discours essentiellement descriptif en établissant une sorte de liste des moyens à notre disposition pour lutter contre la désinformation et les complots imaginaires. Mais l'essentiel était de problématiser le sujet sur la question de la désinformation et des complots imaginaires. Quelques candidats ont bien vu la question fondamentale de l'éducation de la population comme moyen essentiel à notre disposition afin notamment de permettre à tous de se faire une opinion et de prendre le recul nécessaire par rapport au flux d'informations continu auquel nous sommes soumis. Le point de départ d'un sujet bien abordé était en effet de s'appuyer sur la débauche d'informations qui nous parviennent via différents canaux et qui laissent la population désarmée dès qu'il s'agit de se faire une opinion. Les réseaux sociaux ont évidemment été toujours cités à la fois comme moyen de rendre l'information accessible à tous et à la fois comme instrument de diffusion largement critiquable. Mais peu voire aucune copie n'a pensé à aborder le point fondamental du contrôle de l'information dans sa dimension politique. Bien des propositions ont été mentionnées dans beaucoup de copies pour exercer ce contrôle. On y a trouvé une série de solutions techniques via la responsabilité des hébergeurs de sites internet ou le contrôle des informations et des débats par des modérateurs. Si ces solutions techniques proposées étaient recevables, elles faisaient l'impasse sur les effets contre productifs d'un contrôle abusif de l'information par les autorités d'un pays voire d'un groupe de pays, l'information et sa diffusion ayant toujours été un enjeu politique et une préoccupation majeure des régimes autoritaires ou des dictatures. De ce point de vue, les candidats ayant

composé une dissertation recevable, se sont rabattus vers les moyens de diffusion classique de l'information voyant bien l'impasse d'une tentative de contrôle de l'information diffusée par les moyens électroniques. Les journaux en format papier, les journaux télévisés, la radio... ont été cités par de nombreuses copies afin de se démarquer des informations disponibles sur internet ou les réseaux sociaux. L'idée était recevable bien sûr surtout quand les candidats ont proposé une sorte de sélection de journaux et autres moyens classiques de diffusion de l'information qui offrent les garanties de sérieux apportées notamment par le professionnalisme des journalistes dûment formés pour cette tâche. Mais toutes les propositions mentionnées dans les copies qui consistaient à mettre en place des mesures y compris judiciaires de contrôle de l'information, bien que recevables, n'ont pas abordé la question relative aux libertés fondamentales garanties par la Constitution ou le droit international.

Sujet n°2 :

Quels sont selon vous les effets des crises notamment sanitaires sur l'organisation de nos sociétés, l'équilibre de nos institutions et la vie sociale en général ?

Le sujet n°2 a été celui le plus largement choisi en raison notamment de l'actualité de la crise sanitaire et des nombreux exemples disponibles sur ce sujet dans une situation encore largement évolutive. C'est aussi le sujet qui a connu le plus grand nombre de dérives à la fois dans la forme et sur le fond de la réflexion. Cela a été mentionné plus haut au sujet de l'adoption massive par les candidats d'un plan en deux parties bâti sur les avantages et les inconvénients des crises sanitaires sur l'organisation de nos sociétés en général. La réflexion était à peu près recevable sous cet angle à condition de ne pas dériver vers un plan « à tiroirs » avec une liste de faits à mettre au crédit des avantages ou des inconvénients. A été cité de manière classique la déstabilisation de nos sociétés par le nombre de morts dus à l'épidémie et ses conséquences sur le fonctionnement de nos sociétés. Les répercussions sociales ont été mentionnées par les candidats notamment sur la transformation des habitudes en raison des mesures de précaution sanitaires entravant les relations sociales notamment dans le cercle familial. Les conséquences économiques de la crise sanitaire ont été également largement inventoriées avec les conséquences universellement connues au sujet de l'augmentation massive du chômage consécutive notamment à la chute de l'activité économique et des échanges internationaux. La question de l'équilibre des institutions a été diversement traitée et assez mal finalement. Beaucoup de copies ont été assez évasives sur ce sujet ou se sont repliées vers des aspects limités en traitant la question des écoles, des hôpitaux, des universités, des organismes nationaux ou internationaux. Bien entendu il était acceptable de développer la réflexion au sujet des institutions de ce type touchées par la crise sanitaire. Les nombreux exemples n'ont pas manqué sur la déstabilisation subie par les hôpitaux au plus fort de la crise épidémique que cela soit dans les pays occidentaux, en Afrique ou en Asie. Les écoles et les universités ont été également abondamment citées au titre des institutions touchées par les effets de la crise sanitaire. Les questions de remise en question du développement de l'éducation et des années « blanches » subies par les écoliers et les étudiants ont bien été mentionnées. Des analyses recevables ont été développées notamment au sujet des cours et des formations à distance qui ont pu rendre quelques services aux familles et aux étudiants afin d'atténuer les conséquences de la crise sanitaire sur ceux-ci tout en soulignant que ces solutions de rechange ne peuvent remplacer intégralement l'utilité des cours en présentiel.

En revanche, une immense majorité de copies a fait l'impasse sur le traitement des conséquences de la crise sanitaire sur l'équilibre de nos institutions politiques. De ce point de vue on peut dire que les copies ont été un peu décevantes. C'est en effet ce point qui jouait un rôle central dans la problématique puisque l'équilibre des institutions politiques joue un rôle fondamental au titre des effets multiplicateurs d'une crise notamment sanitaire. S'il est important de bien utiliser toutes les idées nécessaires au développement du sujet, notamment les aspects connus des effets des crises sur nos sociétés, il faut traiter avec beaucoup plus d'attention les questions relatives à la stabilité de nos institutions politiques et leur capacité à faire face aux crises et celles sanitaires en particulier. Aborder cette question centrale permettait d'élargir le sujet puisque le sujet posait la question des crises en général et les crises sanitaires en particulier. Il aurait été judicieux dans ce cas d'envisager les transformations politiques à l'œuvre sur un resserrement du contrôle politique sur nos sociétés à la faveur des crises. On pouvait citer à ce sujet les lois d'exception durant les multiples crises qui se sont déroulées dans le passé et la crise sanitaire donnait ici

matière à bien développer cet aspect au vu notamment des mesures de confinement et de restriction des déplacements. Si ces aspects ont souvent été cités dans les copies, ils ne l'ont pas forcément été dans le cadre d'une analyse dédiée aux équilibres politiques et institutionnels de nos sociétés alors que cette thématique occupe une place attentivement observée. D'une certaine façon ce point était également central dans le sujet n°1 qui posait la question du traitement de l'information et de son éventuel contrôle notamment par les autorités.

Sujet n°3 :

On assiste à une diversification des partenariats des pays africains avec d'autres pays dans le monde. Quels effets peut avoir cette redistribution des relations sur le devenir des pays africains et sur le continent africain dans son ensemble ?

Il s'agit d'un des sujets qui a été un peu moins souvent choisi par les candidats bien que par rapport aux années précédentes le choix des sujets soit mieux équilibré. Beaucoup de copies se sont crues obligées de remonter dans le temps jusqu'à l'époque précoloniale pour arriver jusqu'à notre époque, ceci pour montrer l'évolution des relations des pays africains et du continent lui-même avec le reste du monde. Cela n'était pas forcément nécessaire dans la mesure où le sujet faisait référence à une évolution relativement récente. Bien entendu, remonter à une époque pouvait se justifier à condition que cela ne consiste en un long déroulement historique introductif qui a fini parfois à occuper une place trop importante dans certaines copies au détriment du traitement du sujet lui-même. A été souvent cité à ce titre la remise en question de la position française en Afrique depuis l'époque post coloniale, ce qui était un point recevable dans l'argumentation sur la diversification des partenariats des pays africains. Certaines copies se sont laissées entraîner à des extrémités plus ou moins contrôlées en faveur de tel ou tel partenaire des pays africains. De ce point de vue on se permet de rappeler que des remarques ou propos de ce type ne doivent pas transparaître dans une copie. On attend en effet que le candidat traite le sujet de manière argumentée et objective suggérant au mieux un point de vue personnel en fin de copie notamment dans la conclusion. Un lot de copies a énuméré un certain nombre de propositions qui soient moins calées sur l'inventaire de la redistribution des partenariats des pays africains avec le reste du monde. Celles-ci ont en général tenté de traiter le sujet en trois parties afin de proposer des solutions africaines au développement des partenariats. Ce type de positionnement dans les copies était le bienvenu dans la démonstration d'une dépendance récurrente des pays africains vis-à-vis de ses partenaires en général qu'ils soient d'ancienne influence ou sur la base de nouvelles relations avec des pays au titre desquels la Chine, la Turquie, la Russie... La diversification des partenariats demeurait de ce point de vue et lors de cette démonstration une sorte de pis-aller ne modifiant pas fondamentalement les relations entre les pays africains et leurs partenaires nouveaux ou anciens. De bonnes propositions sont apparues recommandant une gestion continentale de ces nouvelles relations avec ou pas la présence de l'Union Africaine (UA) afin que les termes de l'échange soient plus équilibrés notamment. Par ailleurs des suggestions sur la nécessité d'une meilleure structuration sous régionale afin que les pays africains soient renforcés dans leurs négociations avec leurs partenaires.

ISE ECO

Les trois sujets proposés cette année invitaient les candidats à réfléchir dans des domaines très différents et leur ont laissé un choix dont ils n'ont pas toujours saisi l'opportunité. En effet, celui sur les pandémies, assez attendu avec l'actualité, a été préféré par une majorité des étudiants. On comprend cette attractivité dans la mesure où ils ont pu facilement se rattacher à ce qu'ils connaissent bien, l'économie et la sociologie en particulier. Le sujet 3 sur la restitution des œuvres d'art à leurs pays d'origine, a su attirer un bon nombre d'étudiants du Bénin, ce qui est compréhensible, et dans une moindre mesure de la Côte d'Ivoire et du Togo. Celui sur la cuisine s'est réparti dans un peu tous les pays.

On ne saurait que conseiller aux étudiants d'aller vers des sujets moins consensuels pour plusieurs raisons. Il est toujours intéressant de quitter son confort intellectuel pour se lancer dans une véritable réflexion. Il est bon d'avoir à l'esprit qu'une réflexion personnelle est attendue et valorisée. Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'intérêt du correcteur qui se fatigue de lire des devoirs identiques avec les mêmes arguments et les mêmes exemples. Les sujets 2 et 3 permettaient de proposer des exemples très variés et à la portée de chacun.

Sur le plan méthodique, plusieurs remarques s'imposent encore, même si beaucoup d'étudiants maîtrisent assez bien la technique de la dissertation.

Tout d'abord, nous insisterons sur la nécessité de présenter le devoir de manière lisible au premier regard. Cela signifie que faire un saut de ligne (une seule suffit) entre l'introduction et le développement, entre chaque partie et avant la conclusion ne devrait plus être à dire. Il en est de même pour la distribution des parties en paragraphes visibles par un passage à la ligne. En revanche, le plan n'a pas à apparaître sous forme de titres avec des numéros (I, II + un titre). Cette manière de procéder, si elle est claire, ne peut pas être considérée comme l'écriture d'un devoir entièrement rédigé puisque la rédaction inclut la présentation des parties et sous-parties sous forme de phrases construites. Et dans cette mesure, cela est sanctionné dans la note finale.

Tous les devoirs commencent par une introduction qui présente bien le sujet, la problématique et le plan. C'est une partie à travailler car elle constitue pour le correcteur un premier aperçu de la dissertation. Cependant, sa longueur doit être maîtrisée et ne pas représenter un quart de l'ensemble du devoir. Il est par exemple inutile de donner les définitions des termes des sujets de cette année. Tous sont des mots courants et cela n'éclaire rien. Il ne faut pas non plus dévoiler les arguments développés ensuite dans le corps du devoir. C'est sans intérêt, trop long et le correcteur doit les découvrir au fil du texte. Enfin, la présentation de la problématique est trop souvent maladroite et donc à travailler (C'est ainsi que notre sujet s'intitule : etc.). Nous ajouterons que lorsque le sujet n'est pas une citation, dire qu'un « auteur contemporain se demande dans quelle mesure les pandémies... » est maladroit. L'auteur du sujet ne peut pas se targuer du titre « d'auteur contemporain ».

Pour le développement, nous nous contenterons de rappeler qu'une dissertation n'est pas une présentation de faits mais une argumentation. Les faits viennent à l'appui pour justifier les idées avancées, ils servent d'exemples. Il est exigé d'autre part des citations exactes avec les auteurs exacts. On ne peut concevoir que les étudiants cherchent à tromper le correcteur qui ne l'est évidemment jamais. Si l'étudiant n'est pas sûr de sa citation, il vaut mieux s'abstenir.

Nous insisterons pour terminer sur l'importance de la lisibilité du devoir. Nous parlons de l'écriture, du soin apporté à la présentation, de l'orthographe et du niveau de langue. Tout cela est essentiel et un devoir mal rédigé, qui n'est pas dans un français correct (orthographe et syntaxe) est lourdement sanctionné par la note finale.

Le premier sujet, comme nous l'avons mentionné a été choisi par de nombreux étudiants. Tel qu'il était formulé, « *Dans quelle mesure les pandémies sont-elles révélatrices des fragilités et des forces de nos sociétés ?* », il ne devait pas poser de problème de compréhension. Encore faut-il le lire avec attention et comprendre correctement le terme « révélatrices ». Révéler, c'est faire connaître, mettre en avant, manifester clairement quelque chose qui existe déjà. Il ne s'agit donc pas de s'interroger sur l'impact ou les conséquences des épidémies sur les sociétés. Ainsi la fragilité du système de santé de nombreux pays n'est pas la conséquence de la pandémie actuelle, mais elle lui préexistait et elle a été mise en lumière. De même, montrer que les systèmes économiques s'effondrent est une conséquence de la crise et cela ne répond pas au sujet, mais dire que l'économie comportait des points de fragilité avant la crise et que celle-ci l'a montré y répond bien. Ainsi, beaucoup de copies se sont révélées, entièrement ou en partie, hors sujet. Ont été valorisées celles qui ont bien répondu au problème posé. C'est d'autant

plus dommageable que les étudiants ont montré qu'ils avaient suffisamment de connaissances pour très bien traiter le sujet.

Nous terminerons sur l'idée qu'il est nécessaire de prendre du recul et qu'on attend d'un étudiant qu'il ait un esprit critique. Il est ainsi malencontreux de présenter la Corée du Nord ou la Chine comme des modèles pour se sortir efficacement la pandémie actuelle, même si la poussée épidémique en Corée du Nord ou le dernier confinement chinois sont récents.

Le deuxième sujet invitait à s'interroger sur la cuisine : *Cuisiner, n'est-ce que préparer à manger ?* Comme l'ont remarqué plusieurs étudiants, la cuisine est un sujet actuel. Il n'est qu'à remarquer le nombre d'émissions dont elle fait l'objet à la télévision et sur les sites internet, ou les polémiques sur les végétariens, végétaliens et autres végans. Passons rapidement sur l'erreur inattendue qui a consisté à s'interroger en deuxième partie sur « les autres sens » du mot, comme « cuisiner un suspect ».

Le sujet est en réalité très riche et couvre de nombreux domaines. Il suffit d'en souligner quelques uns. La cuisine demande une technicité, des connaissances en matière de nutrition, d'agencement des ingrédients. C'est un art, elle joue sur tous les sens, provoque des émotions, et les grands cuisiniers sont considérés comme de véritables artistes. Elle a un aspect social, est essentielle dans les festivités, atténue les conflits ou les attise, dans le domaine privé comme public. Son rôle est bien sûr culturel, chaque pays et région ayant ses spécialités bien reconnaissables, ses ingrédients et sa façon de les préparer, ses interdits aussi. Elle peut manifester un engagement idéologique comme le refus de manger de la viande ou tout ce qui vient des animaux. Elle permet de s'interroger sur le genre : qui cuisine ? Les femmes ? les hommes ?

Ce sujet a été malheureusement trop souvent traité avec maladresse et c'est regrettable car il ne comportait aucun piège. Il fallait se poser les bonnes questions : qui, quoi, où, quand, comment, pourquoi. Ce type de questionnaire permet de parcourir tous les aspects d'une question comme celle-ci.

Le troisième sujet, de façon générale, a été vu de manière intéressante. *Devrait-on restituer systématiquement à leurs pays d'origine les œuvres d'art qui sont dans des musées à l'étranger ?* telle était la question posée. Elle ne posait pas de problème particulier. Il faut cependant bien comprendre le sens du mot « restituer » qui signifie « rendre quelque chose qui a été dérobé ou retenu indûment ». Il ne s'agit donc pas de prêter ou non des œuvres contemporaines.

Il est dans un premier temps indispensable de contextualiser le problème et de parler de la colonisation, période pendant laquelle les pays occidentaux ont emporté des œuvres du monde entier (Grèce, Mésopotamie, Egypte, Chine, Afrique...). C'est dans le contexte déjà ancien de l'anticolonialisme que la question se pose. Il faut alors s'interroger sur plusieurs points : ces œuvres ont-elles été volées, échangées, contre quoi, achetées, offertes ? Comment légitimer ou non leur présence dans les pays colonisateurs ? Ainsi, un argument important en faveur de la restitution est d'ordre politique. Plusieurs étudiants ont parlé d'apaisement, de réconciliation entre les pays concernés.

Par ailleurs, certains ont remis en question le terme *d'œuvres d'art* et ceci à juste titre. Ces objets qui sont considérés comme tels ne le sont pas toujours. Il peut s'agir d'objets rituels, de culte, des symboles du pouvoir etc. Notons cependant que le Musée des Arts Premiers à Paris présente les objets exposés avec beaucoup de précautions et d'interrogations et en les contextualisant. Le manque de respect des objets considérés par les peuples d'origine comme sacrés ou essentiels pour leur civilisation a été avancé comme argument en faveur de leur restitution.

Inversement, les étudiants ont parlé du manque d'infrastructures propres à accueillir les œuvres, de l'absence de culture de la fréquentation des musées, de l'insécurité aussi qui mettraient en danger les ouvrages restitués.

Cette question de la restitution ou non des œuvres d'art été discutée le plus souvent avec une volonté d'objectivité, envisageant le pour et le contre de façon très intéressante.

Pour conclure, nous observons toujours une grande hétérogénéité dans les copies, tant sur le plan formel que pour le fond. Il faut avant tout conseiller aux candidats de s'efforcer de bien maîtriser la langue française et de se relire. Ensuite, l'exercice de la dissertation doit être acquis et ce n'est pas particulièrement compliqué. Enfin, il est nécessaire de faire une lecture attentive du sujet et une bonne analyse.

ISE MATHS

1. Les sujets, une répartition complètement inégale. Le choix des sujets a été très inégale cette année avec une très large majorité pour le sujet abordant la culture.

Faire nation. Ce sujet a été assez peu traité par les candidats.es, ce qui est dommage car le sujet fut assez bien traité lorsqu'il a été choisi. Cependant certaines copies n'ont pu éviter l'écueil consistant à égrener au fil de l'eau les éléments constitutifs d'une nation. J'ai pu constater cependant un effort fourni pour certaines copies concernant un plan rigoureux et bien articulé.

L'anarchie c'est l'ordre par harmonie. Cette phrase de Louise Michel a été fort peu sélectionnée par les candidats.es, moins de dix copies. Cette phrase difficile à comprendre et paradoxale a suscité bien des contre-sens, des approximations et des réflexions et des argumentations alambiquées et peu cohérentes.

Peut-on échapper à sa culture ? Sujet largement plébiscité par les candidats.es, il a donné lieu à quelques bonnes copies, bien illustrées et articulées, en revanche d'autres sont tombées dans l'écueil du plan en thèse et antithèse qui, il est vrai, pouvait s'imposer sans trop d'efforts.

Quelques remarques sur le fond

Cette année, j'ai constaté assez peu de citations dans les copies en général. Le choix des exemples s'avèrent parfois peu cohérent avec le sujet traité. De même que certaines copies s'appesantissent en détail sur les illustrations au détriment de la réflexion de fond.

2. Quelques remarques sur la forme

Dans l'ensemble cette année j'ai constaté moins de fautes d'orthographe ou de syntaxe. Ainsi j'ai pu apprécier le réel effort sur les marques du pluriel qui étaient souvent présentes dans les copies. En revanche certaines erreurs, pourtant simples à corriger, perdurent « malgré », « reigner », la confusion entre « hors » et « or ».

J'ai pu savourer aussi quelques néologismes « cultivation », « améliorement ».